



**Jean Luc
Mélenchon
candidat !**

L'humain d'abord, pas la finance !
Quelle politique pour changer vraiment ?

REUNION PUBLIQUE

lundi 13 février - 19h

AIX EN PROVENCE

Centre de Congrès - 14 bd Carnot

avec

Clémentine AUTAIN (FASE)

Patrice BESSAC (PCF)

Hélène LE CACHEUX (PG)

WWW.PLACEAUPEUPLE2012.FR



L'humain d'abord, pas la finance !

La dette, un prétexte pour organiser la régression sociale

Hausse de la TVA, allègement des cotisations patronales, explosion du chômage, démantèlement du code du travail... Sarkozy achève son quinquennat par une nouvelle salve de mesures anti-sociales dictées par le patronat et les marchés financiers au prétexte de la dette. Il est temps d'en finir avec cette politique qui fait payer le peuple pour que les possédants continuent à s'enrichir.

La droite appauvrit l'Etat pour mieux le démanteler

Non, la dette n'est pas la conséquence d'un Etat dépensier. C'est le résultat des cadeaux fiscaux distribués par le pouvoir aux plus riches. Si l'on taxait simplement les revenus du capital à la même hauteur que ceux du travail, cela rapporterait plus de 100 milliards d'euros par an, deux fois ce que coûte annuellement le remboursement de la dette.

L'austérité aggrave la situation

La règle d'or de Nicolas Sarkozy nous plomberait ! C'est la panne assurée du fait de la baisse des investissements et de la consommation, la suppression de milliers d'emplois, la précarité généralisée. Finalement c'est l'Etat qui s'appauvrit encore et la dette qui augmente comme le montre la Grèce qui va bientôt mourir sans être guérie si les pseudo «docteurs» du FMI et de l'Union Européenne continuent de la saigner.

Le pire n'est pas la dette mais les politiques libérales

Ce qui est insoutenable, ce n'est pas la dette mais les politiques libérales qui compriment les salaires et généralisent la précarité. C'est l'austérité qui vise les ménages plus que les entreprises ! C'est la taxation des mutuelles qui va rendre l'accès à la santé plus difficile pour les plus pauvres. Ce qui est insupportable, ce ne sont pas les dépenses au service de tous, école, hôpitaux, solidarité nationale, mais le coût de la finance, véritable tribut payé par le travail. Ce qui menace la République et la démocratie, ce n'est pas que le peuple se mêle de ses affaires, c'est la prétention des financiers à gouverner à la place des citoyens et de leurs élus. Ce qui menace l'Europe, ce n'est pas le «non» aux politiques libérales, mais le Traité de Lisbonne qui interdit à la Banque Centrale Européenne de prêter directement aux Etats, condition indispensable pour briser la spéculation.

Nous pouvons reprendre le pouvoir que nos gouvernants ont abandonné à la finance.

C'est l'objectif du Front de Gauche et de son programme « *L'Humain d'abord !* ». Nous nous attaquons à la racine de la crise en proposant :

- une autre répartition des richesses et le SMIC à 1700 euros brut pour rétablir un niveau de vie décent pour tous,
- la mise au pas des grandes banques qui alimentent la crise et la création d'un pôle financier public au service du bien commun,
- la mise en place d'un contrôle citoyen sur la dette publique illégitime et un moratoire des remboursements.